

DIRECTEUR-PROPRIÉTAIRE.
N. BORDEANO.

ABONNEMENTS :

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
Péra.....	50 francs	26 francs	14 francs
Provinces.....	65 »	34 »	18 »
Etranger.....	80 »	42 »	22 »

Toute demande d'abonnement qui n'est pas accompagnée d'un mandat de poste ou d'une valeur à vue sur Constantinople est considérée comme nulle.

Un numéro 60 Paras.

LA TURQUIE

JOURNAL POLITIQUE, COMMERCIAL, INDUSTRIEL & FINANCIER.

ADMINISTRATEUR :
ANDRÉ ZUCK.

INSÉRATIONS :

Annonces 1 ^{re} page.....	3 piastres la ligne
Annonces 2 ^{de} page.....	6 » la »
Insertions, corps du journal.....	15 » la »
La Livre Turque à p. 400.	

Les abonnements partent du 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre, et se payent d'avance.
Les manuscrits non insérés ne seront pas rendus.

Un numéro 60 Paras.

Abonnements et annonces : à Péra, dans les bureaux de LA TURQUIE, rue Kutchuk-Hendek, 29, près la Tour de Galata.

A SMYRNE, chez M. Caridi ; à PARIS, chez MM. Havas, Lafitte et Co, 8, Place de la Bourse ; à ROME, chez les principaux libraires ; à MILAN, chez MM. Manzoni et Co, via Della Sala. — Les annonces et abonnements pour l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Suisse, sont exclusivement reçus chez MM. Rotter et Co, à Vienne, I Riemergasse, 13. — Les annonces pour l'Angleterre sont exclusivement reçues à LONDRES, chez M. E. Micoud, 139-140 Fleet Street.

AVIS.

L'Administration de LA TURQUIE serait reconnaissante aux personnes qui voudraient bien l'aviser toutes les fois que les vendeurs répondraient à leur demande d'un numéro de l'édition du soir que cette édition est épuisée.

TELEGRAMMES.

AGENCE BORDEANO ET Co
Autriche-Hongrie.

Vienne, 21 avril, soir.
Obligations Rouméliennes... 14.25
Pièce de 20 francs..... 10.81
Agié..... 113.50
Change sur Londres..... 128.80
La revue qui a eu lieu à l'occasion de la fête jubilaire de l'archiduc Albert dans la carrière militaire a été brillante.

France.

Paris, 21 avril.
5 % ottoman..... clôture fr. 8.75
Obligations Rouméliennes... 23.75
Boulevard (10 h. 20 m.).....
5 0/0 ottoman..... fr. 8.75
Rente française 5 %..... fr. 104.42

Angleterre.

Londres, 21 avril.
5 0/0 ottoman (clôture) LS. 8.13/16
Le Times annonce que les Russes occuperont la gare de Jassy et que lundi le quartier général russe sera transporté à Ungheui.
Le prétendant à la présidence de la république du Paraguay a été assassiné.

Allemagne.

Berlin, 21 avril.
Les journaux du pays sont presque unanimes à déclarer qu'une guerre entreprise par la Russie contre la Turquie est un crime de lèse-humanité.

Dans les cercles diplomatiques on assure que la circulaire du prince Gortschakoff déclarera que l'intervention de la Russie vise les garanties à obtenir pour les chrétiens et n'a aucun but de conquête.

Italie.

Rome, 21 avril.
Le gouvernement est résolu à rester neutre, dans le cas d'une guerre entre la Russie et la Turquie.

Serbie.

Belgrade, 21 avril.
Le parti panslaviste commence à s'agiter.

COURS DES FONDS.

LONDRES, le 21 avril.
Ouverture... LS. —
Clôture..... » 8 13/16

PARIS, le 21 avril.

5 % Ottoman..... clôture » 8.75
Obligations Rouméliennes... » 23.75
Rente française..... » 104.42

BOURSE DE GALATA

10 heures
Ouverture..... P. 9.30
En ce moment..... » 9.28
Obligations Rouméliennes... fr. 25.50
Papier-monnaie L. T. 100 P. 165.10

OBSERVATOIRE IMPÉRIAL MÉTÉOROLOGIQUE.

TEMPS MOYEN DE CONSTANTINOPLE.

23 avril 1877
Lever du soleil..... 5 h. 12 m.
Coucher..... 6 » 45
Temps moyen à midi apparent... 14 » 58 1/4
H. à la turque à midi moyen..... 5 » 8
8 heures du matin.
Baromètre..... 752.9
Thermomètre..... 7.8
Minima..... 7.0
Maxima de la veille..... 12.3
Direction et force du vent ENE. faible.

NOUVELLES DIVERSES.

(Communication officielle).

Quelques journaux ont annoncé que S. M. I. le Sultan avait accordé une gratification pécuniaire aux délégués qui se sont rendus à Pesh pour y porter quelques manuscrits anciens.
Cette nouvelle d'une gratification pécuniaire aux délégués en question est tout à fait controuvée.
Bureau de la Presse, le 22 avril 1877.

Le jour de son arrivée, M. Laysard a fait une visite à S. A. le Grand-Vézi. Le lendemain, l'ambassadeur de la Grande-Bretagne a vu Sefvet pacha, ministre des affaires étrangères, dans son conseil de cabinet.

S. M. pacha, premier secrétaire du Palais impérial, s'est rendu, hier, à la Sublime Porte, où il a eu une entrevue avec le Grand-Vézi pour lui communiquer verbalement certains ordres de S. M. le Sultan.

D'après les renseignements du *Bisiret* basés sur de récents télégrammes reçus d'Alexandrie et dont cette feuille garantit l'exactitude, de grands préparatifs ont lieu pour l'expédition d'un nouveau corps d'armée auxiliaire, dans l'éventualité d'une guerre entre la Turquie et la Russie.

Le commandement de ce corps d'armée, qui sera composé de huit régiments, vient d'être confié, par le Khédive, au général américain Easton. L'effectif des troupes auxiliaires égyptiennes sera ainsi porté à 30,000 combattants y compris ceux qui se trouvent déjà ici.

Si nos informations sont exactes, la commission qui doit être formée à la direction générale des postes et télégraphes et à laquelle prendront part des délégués du Conseil d'Etat et du ministère des finances, aura pour mission de signaler les points défectueux de la réorganisation dernièrement élaborée, au point de vue de la classification des employés, de la solde afférente à chaque emploi et des attributions du haut personnel chargé de l'entretien et de la surveillance des lignes télégraphiques.

La commission s'occupera, en second lieu, de la réorganisation du service postal combiné avec le service de la poste internationale.

L'Hôtel des monnaies vient de recevoir une nouvelle expédition de 100 caisses de papier filigrané qui servira à changer les caïmans en circulation.
Il est à souhaiter que ce travail soit activement poussé d'autant plus qu'on éprouve déjà une grande difficulté pour écouler les caïmans qui sont quelque peu dépréciés ou qui portent des bandes collées sur la partie déchirée.

Nous apprenons que Yacoub effendi Arteniades a été nommé mustéchar du vilayet de Jannina.

En annonçant cette nomination à nos lecteurs, nous constatons une fois de plus l'attention toute particulière que le gouvernement impérial apporte depuis quelque temps dans le choix de ses fonctionnaires. Yacoub effendi sert l'état depuis près de vingt ans. Constantement employé au bureau du contentieux du ministère des affaires étrangères, il a toujours su, grâce à son talent et à son zèle infatigable, rendre à la Sublime Porte bien des services qui, pour n'être pas des plus éclatants n'en ont pas moins d'importance. Ses supérieurs et les légations étrangères trouvaient également en lui l'homme qui, par son tact et ses connaissances juridiques, savait apaiser bien des difficultés dans les questions graves qui surgissent si souvent entre la Sublime Porte et les missions étrangères, à propos d'affaires contentieuses. La promotion dont il vient d'être honoré n'est donc que la juste récompense de ses longs et loyaux services.

Sur le conseil de ses médecins, le Patriarche œcuménique ira, dit-on, prendre les eaux à Yalova d'Ismid.

Sa Sainteté partira vers les derniers jours du mois courant.

D'après les journaux turcs, Alich pacha, député du vilayet de Danube, avant son départ pour Constantinople, a fait dresser par ses intendants une liste détaillée du bétail, des céréales, des fourrages, etc., de ses nombreux *Tchiftlik*. Il en a fait la remise au commandant de Silistrie, avec l'autorisation d'utiliser le tout au profit de l'Etat si la guerre venait à éclater.

On annonce que la Compagnie des Messageries maritimes, à la suite de la suspension du service des paquebots russes, se propose d'organiser une nouvelle ligne entre Constantinople et Odessa.

Le *Bassiret* annonce que S. M. le Schah de Perse vient de conférer en témoignage de son amitié, les insignes du *Lion et du Soleil* 1^{re} classe, au prince Milan de Serbie.

La même décoration a été accordée, d'après ce journal, au général Kauffman, le conquérant de Khiva et au général Tcherniaeff.

D'après le *Levant Herald*, l'impératrice de Russie aurait envoyé 200,000 francs au comité russe de Belgrade.

M. A. Vlasto, administrateur de la Banque de Constantinople et M. Menés Négroponi, qui étaient allés avec leurs familles passer les fêtes de Pâques

à Athènes, sont de retour à Constantinople.

Nous lisons dans la *Vérité* que les souscriptions recueillies en faveur de l'armée impériale à la Mecque, à Médine, à Djeddah et autres localités environnantes, s'élèvent à plus d'un million de piastres. Cette somme sera apportée à Constantinople dans une quinzaine de jours par Mehmed Latif effendi, chirurgien-major et aide de camp du Chérif de la Mecque.

Le typhus a fait son apparition dans la province du Taïf; mais jusqu'à présent son caractère ne présente rien de très dangereux. La proportion des décès n'est que de 4 0/0 à peine des malades, sont atteints.

Le yacht royal *Osborne* qui a amené à Constantinople M. Lazard, est reparti samedi pour le Pérye, où il restera à la disposition de S. A. la princesse de Galles qui se trouve toujours à Athènes.

L'*Euphrate*, journal d'Alep, annonce que Hassan bey, chef de la tribu Tchetchen originaire du Caucase et établi à Rass-el-Aïn dans le mutessarif de Zor, vient d'arriver à Alep porteur d'une autorisation du ministère de la guerre pour le recrutement d'un bataillon parmi les hommes de sa tribu.

Après avoir été muni d'un *bougouroudouk* de val il est parti pour Zor, afin de procéder à la formation de son bataillon.

Le bâtiment de guerre grec *Salaminia*, en station à Constantinople, sera remplacé par l'*aviso Paralos* qui est attendu ces jours-ci dans le Bosphore.

Un vol audacieux a été commis dans la nuit de vendredi à samedi dans une maison de Djubali située entre deux corps de garde.

Les voleurs — ils étaient nombreux — après avoir visité avec soin toutes les chambres ont arrêté leur choix sur une des chambres à coucher où ils ont tout enlevé. Les gens de la maison s'en sont aperçus au matin seulement. Comme pièces de conviction les voleurs n'ont laissé qu'un grand nombre de bouts de cigares, ce qui indique combien peu ils se sont hâtés dans leur exploration à travers les chambres de cette maison.

ACTES OFFICIELS.

Nominations — Pro motions.

Par ordonnance impériale :
Eschref effendi, ex-chef comptable du 3^{me} corps d'armée, a été nommé, en la même qualité, au 7^{me} corps d'armée du Yémen.

Salih bey, ex-chef de correspondance du 3^{me} corps d'armée, a été nommé chef comptable du même corps d'armée et promu, à cette occasion, au grade d'oula, 2^{me} classe ;

Feiz bey, ex-mouavin du bureau des archives de la Sublime Porte, a été nommé directeur du bureau du personnel des employés de l'empire nouvellement créé.

Sourouci effendi (ouléma) a été nommé vice-président du tribunal d'appel, section criminelle.

Ismaïl Nizami bey, membre du tribunal d'appel, section criminelle, a été transféré, en la même qualité, au tribunal d'appel, section civile.

Mazhar effendi (ouléma) président du tribunal local de Kartal, a été nommé, en la même qualité, au tribunal de Beicos.

TELEGRAMMES

Nouvelles Diverses.

(Par le courrier de Varna.)

Londres, 16 avril.
M. d'Harcourt, ambassadeur de France à Londres, est revenu ce matin, venant de Paris.

Le *Morning Post* exprime l'espoir qu'avant que la paix soit rompue, on rappellera à la Russie qu'elle est tenue par le traité de Paris à demander la médiation des puissances. Si le tzar proclame la guerre, on le considérera, en Angleterre, comme s'embarquant dans une entreprise dont le but est de renverser la Turquie, de faire des conquêtes et d'annexer des provinces à l'empire russe.

Le *Standard* dit qu'on fait en ce moment un dernier effort pour éviter la guerre ; un dernier appel a été adressé à la bonne foi de la Russie.

« Nous n'avons pas, dit ce journal, le moindre espoir que ce dernier effort réussisse ; mais les gouvernements de l'Europe seraient à blâmer s'ils n'adressaient pas une représentation de plus à celui qui trouble la paix de l'Europe. »

Berlin, 16 avril.

La *Post* apprend, de source digne de foi, que la nouvelle donnée par certains journaux et qui attribue au prince de Bismarck l'intention de modifier la politique suivie jusqu'à ce jour envers l'Eglise, est de pure invention.

Le chancelier, au contraire, se serait, dans ces derniers temps, expliqué catégoriquement à ce sujet avec un personnage haut placé, en disant que, malade ou bien portant, il reprendrait la direction des affaires du moment où l'on ferait une tentative sérieuse dans le sens d'une modification de système dans cette question et d'un changement de personnes qu'une modification de ce genre entraînerait.

Le *Reichsanzeiger* publie la loi qui fixe à Leipzig le siège du tribunal suprême de l'empire.

Le prince de Bismarck est parti pour le Lauenbourg aujourd'hui, à trois heures et demie.

Le *Mémorial diplomatique* publie les renseignements suivants :
« Nous croyons savoir, que, mercredi dernier, après un conseil des ministres tenu à Londres, il a été télégraphié à lord Loftus de faire savoir au czar que la Grande-Bretagne considérerait l'entrée des troupes russes en Moldavie comme une violation du traité de 1856 et un cas de rupture. »

L'amiral anglais, commandant la flotte de la Méditerranée, a reçu l'ordre de se tenir à la disposition de M. Lazard, qui se rend à Constantinople en qualité d'ambassadeur extraordinaire.

« Au cas où la Russie ouvrirait les hostilités, M. Lazard a pour instructions d'appeler immédiatement la flotte dans le Bosphore, si la Porte lui en faisait la demande. »

Saint-Petersbourg, 14 avril.

La Porte ayant dans sa circulaire déclaré le Monténégro partie intégrante du territoire ottoman, les délégués monténégrins ont été rappelés à Cettigne.

Le *Journal de Saint-Petersbourg* dit que la circulaire atteinte moralement au même degré toutes les puissances, mais davantage matériellement la Russie, qui depuis six mois supporte des sacrifices évités par les autres puissances.

La *Voz* dit que la forme et le fond de la circulaire prouvent que la Porte est résolue à précipiter les événements ; elle jette un défi à l'Europe pour les efforts qu'elle a faits en vue de lui épargner le sort qu'elle mérite.

En annulant le protocole, la réserve du cabinet de Londres oblige la Russie à revenir au second point du programme du discours de Moscou et à agir indépendamment.

Les tentatives mentionnées par la presse étrangère pour prévenir une rupture sont trop tardives ; la Porte elle-même a mis fin à la fastidieuse période des efforts diplomatiques.

que ; elle seule assume la grave responsabilité des événements ultérieurs.

Saint-Petersbourg, 15 avril.

Les journaux étrangers répandent de nouveau le bruit que l'empereur Alexandre souffre de la pierre et est sur le point de se soumettre à une opération. On a même prétendu, comme une dépêche nous l'annonce, que l'opération serait faite par le médecin anglais Thompson.

Des personnes compétentes sont autorisées à déclarer que tous ces renseignements sont complètement dénués de fondement et qu'il n'existe rien qui ait pu le moins du monde donner lieu à de pareils bruits.

Rome, 15 avril.

Deux nouvelles bandes d'internationalistes, composées l'une de trente hommes, l'autre de dix-huit, ont paru près de Télièse. Les autorités ont pris toutes les mesures nécessaires.

Voici le texte de la dépêche que lord Derby a adressée à M. Jocelyn, chargé d'affaires d'Angleterre à Constantinople, et qui a été déposée sur le bureau du Parlement anglais en même temps que la circulaire de la Porte en réponse au protocole.

Foreign Office, le 12 avril 1877.

M. l'ambassadeur de Turquie est venu me voir aujourd'hui et m'a laissé une copie d'une dépêche circulaire adressée par son gouvernement à ses représentants au sujet du protocole du 31 mars et des déclarations qui l'accompagnaient et instruit. Ayant lu ce document, j'ai exprimé à Son Excellence le vif regret de ce que la Porte avait adopté un semblable point de vue pour juger une mesure dont le but principal avait été d'aider la Turquie à sortir d'une situation extrêmement embarrassante et dangereuse. Je ne crus pas nécessaire de discuter plus longtemps une mesure adoptée par la Porte après mûre réflexion et sur laquelle on ne pouvait plus revenir. Je dis cependant que, d'après le langage de la dépêche qui m'était remise, je ne comprenais pas bien si la Porte consentait ou non à envoyer un ambassadeur à Saint-Petersbourg pour traiter la question d'un désarmement simultané.

Musurus pacha déclara que son gouvernement n'était pas disposé à prendre une mesure de ce genre, et émit ensuite l'avis que la question ne pourrait être résolue d'une façon satisfaisante, à moins que les puissances ne consentissent à annuler le protocole.

Je répliquai que la divergence entre les vues du gouvernement paraissait si grande qu'elle rendait toute discussion inutile, et je dis que je ne voyais pas quelles mesures le gouvernement de Sa Majesté pourrait encore prendre pour empêcher une guerre qui semblait être devenue inévitable.

L'ambassadeur de Turquie répondit que l'attitude de son gouvernement était purement défensive, qu'il ne désirait pas la guerre, mais qu'il la préférait au sacrifice que lui semblait comporter l'acceptation du protocole.

Agréé, etc. Signé : DERBY.

Le Livre vert italien.

(Suite).

Le comte Barbolani, ministre d'Italie à Saint-Petersbourg, revenant de congé, se présente le 1^{er} décembre au baron Jomini. Voici la dépêche qu'il envoya à ce sujet, le 2 décembre 20 novembre, au Ministre des affaires étrangères :

« Le baron Jomini, auquel je suis allé faire visite hier, a voulu de suite me mettre au courant de l'état des choses concernant les affaires d'Orient. »

« Il était heureux de pouvoir avant tout confirmer la continuation du bon accord qui règne entre les principales puissances sur le fond de la question, lequel peut se résumer et se formuler ainsi : Chercher, sans visées intéressées de la part d'aucune des puissances, à résoudre la question d'Orient. »

« Une demi-heure après, l'équipage roulait discrètement sur le chemin sablé. Le village et la maison, confondus en une masse noire, se perdaient dans l'obscurité sous le ciel tourmenté par la tempête. Au moment où ils atteignirent la grande route du chef-lieu de gouvernement, Bagriano s'accrocha commodément dans l'équipage en riant sans bruit. »

« Les imbéciles ! dit-il à demi-voix. »

« Le soleil était levé depuis deux heures quand Bagriano arriva à la ville. Il se fit conduire aussitôt chez les autorités. Le général-gouverneur le reçut froidement. »

« Vos paysans ont voulu vous tuer cette nuit, dites-vous ? De quoi se plaignaient-ils ? car je suppose que ce n'est pas sans motif qu'ils en sont venus à cette extrémité. »

« Ils ne veulent pas payer leur redevance, et le moyen leur a paru bon pour s'acquitter. »

« La révolte a-t-elle été meilleure chez vous que chez les propriétaires voisins ? »

« Non, votre excellence, dit Bagriano en se mordant les lèvres. »

« Vous êtes le maître, après tout, reprit le gouverneur : ce ne sont pas mes affaires. Et vous dites qu'ils vous ont laissé la vie sauve ? »

« Comme votre excellence peut en juger elle-même. »

« A quelles conditions ? »

« Les conditions sont importantes ; toute promesse arrachée par la force et sous le coup de la menace est nulle de plein droit. Parfaitement, dit le gouverneur avec un signe affirmatif. Et sans doute la première de ces conditions peu importantes a été le secret, et naturellement vous êtes venus les dénoncer ? »

« Cela vous étonne, excellence ? dit Bagriano du ton de persiflage qui lui était familier. »

(à suivre).

(3)

L'expiation de Savéli

PAR

HENRY GRÉVILLE

I

— suite —

Le visage de Bagriano à demi caché par le baïllon, changea soudain d'expression ; les doigts de sa main droite, seuls libres de leurs mouvements, esquissèrent un signe de croix sur sa poitrine pendant que son regard exprimait la prière.

— Que veut-il ? demanda un des paysans. Il veut peut-être prier Dieu avant de mourir, répondit un second.

— Nous voulons ta mort, continua-t-il, parce qu'elle seule nous délivrera de toi, mais nous ne voulons pas la perte de ton âme. Repens-toi, et fais ta prière à Dieu pour qu'il te donne la grâce de ne pas pécher dans son royaume céleste.

Bagriano agita encore ses doigts sur sa poitrine.

— Il ne peut pas même faire le signe de la croix, dit un des conjurés. Délicieux-lui la main droite afin qu'il puisse prier.

Iloucha dégagea aussitôt la main droite de Bagriano, qui s'en servit pour indiquer les images et l'évangile qui était ouvert devant, sur un pupitre. Cet homme impitoyable, cet insolent seigneur, priait dévotement matin et soir et ne se couchait jamais sans avoir lu quelques versets des Ecritures.

— Tu veux lire ? fit un des paysans. Non, prie plutôt, cela vaudra mieux.

Bagriano, toujours humble et soumis, fit un geste de dénégation et tendit de nouveau la main vers le livre. Sur le même pupitre était un croix.

— C'est la croix que tu veux ? Bagriano fit un signe affirmatif.

— Apportez-lui la croix, qu'il la baise, dit Iloucha ; mais attention ; si tu cries, on te tord le cou tout de suite, sans te laisser le temps de te repentir. Donnez-moi le mouchoir, vous autres.

Ils passèrent le mouchoir avec un nouet coulant au cou de Bagriano, et Iloucha en prit le bout ; puis un paysan apporta la croix pendant qu'un autre était le baïllon.

Bagriano respira longuement, en fermant les yeux de peur de laisser éclater sa joie. C'était un pas énorme que d'avoir recouvré la parole. Il était désormais à peu près sûr d'avoir la vie sauve.

— Mes amis, dit-il doucement, je suis très coupable envers vous et envers Dieu ; mais si vous me laissez le temps de me repentir, je vous jure de consacrer le reste de ma vie à réparer le mal que je vous ai fait. La phrase était longue, mais habile, et il avait eu le temps de la mûrir.

— Oui, dit Iloucha dédaigneusement, nous te connaissons : tu parles doucement aujourd'hui, et de main tu nous enverras en Sibirie.

— Non, je vous le jure ! dit Bagriano en se signant. Je comprends maintenant le mal dont je suis coupable, puisque j'ai pu vous amener à commettre le crime horrible du meurtre, si détestable à Dieu. Que le péché en reste sur moi ! si j'avais été un maître doux et indulgent, vous n'auriez pas conçu ce projet, que jamais l'Eglise ne vous pardonnera, et qui expose vos âmes à la colère du Tout-Puissant.

— Songe à ton âme plutôt qu'àux nôtres ! dit rudement Iloucha. Nous avons le temps de nous repentir, et toi, les minutes sont comptées ! Allons, invoque la grâce de Dieu, et finissons.

— Si vous me laissez la vie, mes bienfaiteurs, dit Bagriano de sa voix la plus persuasive, je vous aurais fait remise de toute votre dette ; de plus je vous aurais donné tout de suite du blé pour l'hiver. Ma réserve est pleine, vous le savez bien, et je vous aurais fait cadeau à chacun d'un sac de pommes de terre.

— C'est trop peu, dit un des paysans. — Finissons ! répondit Iloucha en assujettissant le mouchoir dans sa main.

Le mot du paysan avait fait voir à Bagriano qu'il promettait beaucoup il pouvait se tirer de là. Les conjurés n'étaient pas tous aussi résolus qu'Iloucha, et l'idée du meurtre dont il avait évoqué le châtiment devant eux ébranlait leur conscience timorée.

— Un sac de pommes de terre par homme dans le village, voulais-je dire, et un demi sac par femme et par enfant. Et puis je vous aurais fait remise de la redevance pour l'année prochaine.

— Allons, assez ! dit impérieusement Iloucha, qui sentait l'ennemi lui échapper, c'est fini !

Il tira le mouchoir, mais ces compagnons arrêtaient son bras. — Si le maître veut faire ce qu'il dit, et encore quelque petite chose

dirent-ils, ce n'est pas la peine de le tuer.

— Soit, répondit Iloucha ; je sens les verges sur mon dos, et ma carcasse, si je suis, ira pourrir en Sibirie. Vous l'aurez voulu, frères ! Que votre volonté soit faite. Je ne cherchais que votre bien. Il alla s'asseoir sur une chaise, le dos tourné.

ces, le moyen d'étouffer dans la racine la cause des insurrections des chrétiens sujets de la Porte en leur faisant obtenir de solides garanties contre les vexations et les exécs de la mauvaise administration ottomane.

La tâche n'est ni légère ni facile à réaliser; mais il espère que, grâce au retour prochain de l'empereur, du prince chancelier et de tous les représentants des grandes puissances, l'action politique, qui jusqu'à présent ne s'est manifestée que par soubresauts, recevra une impulsion mieux entendue, plus expéditive et par conséquent plus efficace.

Quant à la phase où se trouve actuellement la question, voici ce que m'a dit le baron Jomini.

Le comte Andrassy a préparé un projet de réformes qui a pour base l'égalité juridique et religieuse de tous les sujets du sultan. Ce projet a déjà été soumis au cabinet de Saint-Petersbourg, qui ne serait pas éloigné de l'accepter en principe, mais qui craint que ses obstacles et ne rende fort délicate et épineuse la position des puissances vis-à-vis de la Porte. En effet, il faut avant tout prévoir le cas où le sultan refuserait d'accepter le plan qu'on lui proposerait et de prendre l'engagement devant les puissances garantes de le mettre en pratique; car il est évident que les négociations ne seraient pas sérieuses si elles n'avaient pour base la demande d'un engagement de la part du sultan, lequel devrait donner communication officielle aux puissances des réformes qu'il entend établir dans son empire, et celles-ci devraient en prendre acte. Que faire donc si le sultan s'y refusait? Il faudrait s'entendre d'avance à ce sujet. Le baron Jomini pense qu'en ce cas les puissances devraient déclarer qu'elles se désintéressent entièrement du sort de la Turquie.

Le 13 décembre, le sultan accorda de nouvelles et plus larges réformes. Mais cela ne dissuadait point les cabinets de St-Petersbourg, de Vienne et de Berlin de demander à la Porte les garanties qu'ils considéraient comme nécessaires. C'est à ce sujet la dépêche suivante du comte de Robilant, datée de Vienne le 28 décembre, au ministre des affaires étrangères:

« Comme je me suis réservé de le faire dans mon télégramme d'hier soir, je me fais un plaisir de rapporter à Votre Excellence avec de plus grands détails la conversation que j'ai eue avec le comte Andrassy au sujet des mesures que les puissances garantes auraient à proposer à la Porte, dans le but de rétablir la paix dans les provinces insurgées de l'empire turc, mesures que M. le ministre des affaires étrangères a été chargé de formuler par les cabinets de Saint-Petersbourg et de Berlin.

Le comte Andrassy, étant venu me voir hier, a commencé par m'exprimer ses regrets de n'avoir pu plus tôt s'aboucher avec moi, mais il s'est excusé en alléguant ses nombreuses occupations et particulièrement celles qui lui donne la compilation du dit projet. Puis il s'est hâté de me dire que ce travail était aujourd'hui achevé, et qu'il l'avait même déjà expédié à Saint-Petersbourg pour son acceptation définitive par le cabinet impérial russe.

J'espère, a-t-il ajouté, que mon projet me sera renvoyé dans huit jours et qu'alors je pourrai vous le communiquer, et je suis persuadé qu'il rencontrera l'approbation de votre gouvernement, car le but éminemment pratique et pacifique qu'il vise et qui l'a inspiré est pleinement conforme à la façon de voir du cabinet de Rome; dans la question actuelle, je compte donc sur votre concours. »

« Ici le comte se mit à me parler de la nécessité d'agir, et même sans retard, car, selon les informations qui lui sont parvenues, tout se préparait pour donner à la révolte, au prochain printemps, un caractère bien autrement grave qu'aujourd'hui.

« A son avis, le seul moyen pour prévenir l'incendie est que les puissances garantes soient unanimes à faire entendre leur voix, soit à la Porte, soit aux insurgés. Et là je crus opportun de l'interpeller au sujet de la sanction qui devrait être, selon lui, comme le corollaire de cette espèce d'ultimatum des puissances, afin qu'il ne reste pas lettre morte.

Le comte m'a répondu que l'accord unanime des puissances, qu'il espère obtenir, est suffisant.

« De même il a exclu l'idée d'un contrôle européen à exercer à Constantinople ou ailleurs au moyen d'une conférence diplomatique permanente. »

Reproduisons aussi, vu sa grande importance, la dépêche du ministre italien à Saint-Petersbourg au ministre des affaires étrangères, en date du 11 décembre 29 novembre: « Comme je l'ai fait savoir par le télégraphe à Votre Excellence, le prince Gortschakoff, de retour ici depuis peu de jours seulement, m'a fait aujourd'hui l'honneur de me recevoir et m'a accueilli avec sa cordialité et sa courtoisie ordinaires. Entrant de suite en matière, Son Altesse a commencé par se féliciter avec moi de l'attitude prise par le gouvernement du roi dans la phase que traverse actuellement la question d'Orient et du concours franc et bienveillant que trouvent en lui les autres puissances intéressées à la solution pacifique de cette question. Le prince chancelier s'est tout particulièrement des instructions données par Votre Excellence au ministre du roi à Constantinople et de sa conduite pleine de tact. Du reste, il n'était point surpris de cette attitude du gouvernement italien, puisque la Russie désirant seulement et sans aucune visée intéressée, d'accord avec l'Autriche et l'Allemagne, voir s'améliorer les conditions des chrétiens sujets de la Porte et d'éteindre par ce moyen tout brandon de futures insurrections, il était clair que, la question étant posée sur une base aussi large et si humanitaire, le concours de l'Italie ne pouvait lui manquer.

« Il faut pourtant se hâter, a ajouté Son Altesse; l'on a déjà perdu un temps précieux, et aujourd'hui nous n'en avons pas beaucoup d'avant nous, trois mois et demi tout au plus. Si dans cet intervalle nous ne réussissons pas à arranger les choses d'une façon satisfaisante, au printemps prochain toutes les provinces turques de l'Europe seront en flammes, et l'on ne peut pas dire qu'il y ait de l'arrêt. Jusqu'à présent, il faut l'avouer, on n'a pas fait grand chose; notre action n'a été que négative; nous nous sommes bornés à contenir la Serbie et le Monténégro et à faire en sorte que l'insurrection restât localisée. Mais pour les chrétiens d'Orient, pour nos coreligionnaires, nous n'avons rien fait; il est temps désormais de penser à eux, de chercher à obtenir en leur faveur de sérieuses garanties. Comme vous le savez, poursuivit le prince, le comte Andrassy a compilé un projet de réformes à présenter à l'acceptation de la Turquie d'accord avec toutes les puissances. A peine arrivé ici, je l'ai examiné et étudié avec toute la diligence possible, et ce matin je l'ai renvoyé, par courrier, au comte Andrassy avec quelques notes de moi en marge, mais en lui faisant en même temps connaître notre acceptation. Quand il sera prêt, il vous sera communiqué. L'essentiel pour nous en toute cette affaire c'est que le bon accord se maintienne entre toutes les puissances, spécialement entre celles qui sont le plus immédiatement intéressées dans la question. J'ai exposé franchement à l'empereur mon opinion

sur cet important sujet et Sa Majesté a daigné l'approuver entièrement.

Aujourd'hui cependant surgit une contrariété imprévue, à laquelle il faut remédier. La Turquie s'est occupée elle aussi à élaborer de son côté un plan général de réformes qu'elle voudrait émaner *motu proprio*.

Nous ne croyons pas que ce moyen imaginé par la Sublime Porte soit efficace, car ses promesses et ses concessions n'inspirent pas de confiance aux sujets chrétiens de l'empire, qui savent désormais, par une longue expérience, qu'ils ne peuvent nullement compter sur elles, n'ayant jamais par le passé été maintenues ni mises à exécution. Nous avons donc besoin « d'engagements formels » de sa part; sans ces engagements nous n'aurons aucune espérance d'entraîner les insurgés à déposer les armes. Néanmoins, nous examinerons consciencieusement le projet de la Porte, et si nous trouvons qu'il atteigne le but que nous proposons et qu'il puisse donner des résultats utiles et sérieux, nous verrons, d'accord avec les autres puissances, quelle est la forme qu'il convient le mieux de lui donner. Cependant, ce que nous voudrions surtout, c'est que la Porte ne se hâte pas de publier ses réformes avant qu'elles aient été examinées par les puissances; j'ai télégraphié à Constantinople recommandant chaudement que cela n'ait pas lieu, et il se fait bon que le gouvernement italien et les autres puissances fissent faire la même recommandation.

Cette dépêche clôt la série des documents diplomatiques de l'année 1875.

Celle de 1876 débute par une dépêche de l'hon. M. Visconti-Venosta au ministre italien à Constantinople, en date du 8 janvier, dans laquelle ce ministre est informé de la communication faite au gouvernement italien le 5 du même mois du *Memorandum* du comte Andrassy, dont parlait le prince Gortschakoff au ministre italien à St-Petersbourg.

La Constitution ottomane

EXPLIQUÉE ET ANNOTÉE PAR A. UBICINI.

Notre ami et collaborateur, M. Ubicini, va faire paraître à Paris une brochure sur la Constitution ottomane.

Il veut bien nous communiquer l'avant-propos de cette œuvre que nous nous empressons de placer sous les yeux de nos lecteurs. Nous n'avons pas à faire l'éloge de M. Ubicini. Ses nombreux travaux qui se distinguent par leur impartialité et par une connaissance approfondie des divers sujets traités sont dans les mains de toutes les personnes qui s'intéressent à un titre quelconque aux choses d'Orient. L'extrait que nous publions ci-après suffit pour démontrer que la nouvelle brochure de M. Ubicini prendra un rang distingué dans son œuvre.

La Constitution ottomane du 23 décembre 1876 est le couronnement de l'édifice, dont le khatti-ehirif de Gulhaneh du 3 novembre 1839 avait jeté les premières assises.

En effet, l'acte de Gulhaneh marque pour la Turquie le début d'une nouvelle ère, l'ère de la Réforme, ou, pour employer l'expression officielle turque, du *Tanzimat*.

Le khatti-ehirif du 3 novembre, décoré par les contemporains du titre pompeux de « première charte ottomane », n'était, en réalité, qu'une déclaration de principes, que l'on pourrait comparer à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen servant de préambule à la Constitution française de 1791, sauf qu'ici l'initiative partait de la nation, tandis qu'en Turquie elle émanait du souverain.

Les principes posés, il restait à en tirer les conséquences, c'est-à-dire à promulguer les lois et à asséoir les institutions qui devaient régénérer l'empire par l'émancipation et l'assimilation complète des races, suivant la belle parole prêté à Mahmoud: « Je veux que désormais l'on ne reconnaisse le musulman qu'à la mosquée, le chrétien qu'à l'église, le juif qu'à la synagogue. »

C'est cet ensemble de lois et d'institutions qui a donné naissance au tanzimat. Ainsi le tanzimat est, proprement, le nouvel ordre de choses inauguré par Abd-ul-Medjid, par opposition à ce qui existait avant lui. De sorte que, de même que nous distinguons politiquement deux France, la France de 1789 et la France d'avant 1789, il y a deux Turquies, la Turquie du tanzimat et la Turquie d'avant le tanzimat.

J'ai, dans un précédent ouvrage, marqué les étapes successives qu'avait parcourues le tanzimat, du khatti-ehirif de 1839 au khatti-humaioun de 1856, et de ce dernier à l'iradeh du 12 décembre 1875, et, résumant le travail de ces trente-six années, j'ai montré quels changements s'étaient produits dans les institutions ottomanes, lorsque éclata, vers le milieu de 1876, la révolution qui précipita du trône le dernier fils de Mahmoud et y fit monter à sa place le fils de son frère, sultan Mourad.

Trois mois écoulés à peine, Mourad quittait, à son tour, le pouvoir, qui passait aux mains de son frère Abd-ul-Hamid.

Tout le monde a présentes à l'esprit les circonstances tant extérieures qu'intérieures de cette double révolution. Aussi ne retiendrait-il rien de la suite des événements que de ce qui se rapporte directement à mon sujet, l'histoire de la Constitution.

Le 10 septembre, huit jours après la cérémonie de la « prise du sabre », sultan Abd-ul-Hamid adressa au grand-vizir (Mehmed-Ruchdi) pacha un khatti par lequel il le confiait dans sa charge et maintenait tous les autres ministres à leurs postes respectifs. En même temps, le padichah annonçait à ses conseillers que fidèle aux traditions de sa famille, et jaloux de continuer l'œuvre réformatrice de son grand-père et de son père, il avait résolu de doter la Turquie d'une représentation nationale.

Résumant rapidement les causes de la crise actuelle, il montrait que ces causes pouvaient se ramener à un principe unique, la non observation des lois et des règlements (*kanoun-naméh*) de l'empire, appuyés sur l'autorité divine du Chéri.

Marquons ici, une fois pour toutes, cette distinction si importante entre le chéri et le kanoun.

Le chéri est la loi religieuse et civile, dérivée du Coran et de la tradition (*Sunna*). La *Sunna* (d'où le nom de Sunnites donné aux Osmanlis) se compose comme l'on sait, des *hadis*, ou faits et dits du prophète, dont le souvenir s'est conservé par ses compagnons (*sahab*) et par leurs disciples (*tab'oun*) (1).

(1) « Les suivants. » C'est ainsi que les musulmans nomment les personnages et les docteurs qui suivirent les *ashab* et qui reçurent d'eux le dépôt des traditions. L'autorité des *tab'oun* dans la *Sunna* est d'un degré inférieur à celle des *ashab*. Voyez d'Herbelot, à ce mot. Cf. *Voyage du Cheikh-El-Tidjani dans la régence de Tunis*, traduit de l'arabe par Rousseau, 1833.

A ces deux principales sources du chéri, le Coran et la *Sunna*, il convient d'ajouter la *Jurisprudence*, qui comprend: 1° les explications, glosses et décisions légales des quatre premiers *khalifes*, contenues dans l'*Idjma-ij-ummi* (lit. :

Le *kanoun-naméh*, ou simplement *kanoun*, est la loi politique, découlant du droit que possède le souverain de légiférer dans toutes les matières qui n'ont pas trait à la religion et au culte, et qui n'ont pas été réglées ou prévues par le chéri. Telles sont les fameuses ordonnances du sultan Soliman, qui ont eu une autorité dans l'empire jusqu'à l'introduction du tanzimat et qui ont valu à leur auteur le surnom de *Kanouni* « le Législateur » sous lequel Soliman est désigné par tous les écrivains orientaux.

Il suit de là que le *kanoun*, étant d'institution humaine, peut être modifié ou même abrogé, tandis que le chéri est par sa nature immuable. Mais cette immutabilité est plus apparente que réelle, et comme il est permis de l'interpréter, on peut toujours, grâce à cette faculté d'interprétation, le plier au temps et aux circonstances; et c'est ainsi que l'on parvient, dans certains cas, à gouverner avec le Coran (1).

Ainsi l'oubli des prescriptions du *kanoun*, et par suite du chéri, puisque le premier est implicitement contenu dans le second, telle était, suivant le Sultan, l'unique source des maux auxquels le pays était en proie: les abus de l'administration, l'impuissance des tribunaux, le désordre et l'épuisement des finances, les souffrances de l'agriculture et de l'industrie, le sentiment de défiance qui s'est emparé de toutes les classes et qui paralysait l'action du gouvernement.

Après avoir ainsi montré le mal, le Sultan indiquait le remède. Ce remède ne pouvait se trouver, selon lui, que dans la création d'un Parlement sorti de la nation elle-même et qui serait investi d'un double mandat: 1° garantir à tous les citoyens, sans exception, la stricte exécution des lois; 2° exercer un contrôle efficace sur les finances, et fixer le budget des recettes et des dépenses.

L'idée, à vrai dire, n'était pas nouvelle. On la trouve formulée d'une manière très-explicité dans tous les programmes de la *Jeune Turquie* (2) à partir de 1857 (3).

En conséquence une Commission spéciale fut chargée d'élaborer un projet de Constitution applicable à tout l'empire.

Cette Commission, que présidait Serpachi, comptait dans son sein vingt-huit membres: seize fonctionnaires civils, dont trois *mustekhar* (sous-secrétaires d'Etat) chrétiens, dix ulémas et deux généraux de division (*férik*).

Elle se mit à l'œuvre sur-le-champ. On était alors au fort de la crise suscitée par le réveil de la question d'Orient. L'insurrection bulgare avait été comprimée par le fer et par le feu. Mais la Bosnie et l'Herzégovine étaient toujours en armes. Les Monténégins et les Serbes étaient entrés en campagne (commencement de juillet). Une intervention russe, européenne peut-être, paraissait imminente. A St-Petersbourg, à Moscou, l'opinion publique était surexcitée par les premières défilées des Serbes, devenues en réalité des défilées russes, par le fait de la participation indirecte de la Russie à la guerre. Un mouvement analogue avait éclaté en Angleterre à la suite des sanglantes représailles exercées contre les Bulgares. On parlait ouvertement d'arracher la Bulgarie à ses « Barbares oppresseurs ». La Bosnie et l'Herzégovine devaient être érigées en Etats autonomes. C'était le démembrement de l'empire. Il fallait parer au danger. La Constitution devenait, dans les circonstances présentes, un argument diplomatique à opposer aux revendications de l'Europe en faveur des chrétiens: il importait qu'elle fût prête pour le moment où s'ouvrirait la Conférence.

La Commission, qui se rendait parfaitement compte de la gravité de la situation, apporta un zèle louable dans l'accomplissement de sa tâche. La majorité était composée d'hommes éclairés, mêlés à toutes les affaires importantes de l'Etat, connaissant l'Europe, gagnés d'avance aux vues du Gouvernement et prêts à le seconder de tous leurs efforts. Ils votèrent d'emblée les mesures les plus libérales. Seuls, quelques ulémas se montraient hésitants, non par mauvais vouloir mais par scrupule de conscience. Rien ne les avait préparés à la tâche qui leur incombait tout à coup. Des doutes s'élevaient malgré eux dans leur esprit. Ces doutes étaient augmentés par l'ardente polémique qui s'était engagée dans la presse musulmane au sujet de la Constitution. Sans doute on était d'accord sur les principes; mais l'application soulevait de graves difficultés, des divergences profondes d'opinion. Par exemple qu'il fût juste, qu'il fût opportun de limiter l'autorité du chef de l'Etat par l'institution d'une assemblée en qui résiderait la véritable souveraineté nationale, cela ne faisait question pour personne. N'est-il pas écrit dans le Coran même: *Vé chavir hum fil emra*. — N'entreprenez rien sans vous être consultés en conseil assemblé (4). Mais ce conseil devait-il être composé des seuls musulmans, ou fallait-il, comme le portait, disait-on, le projet du Gouvernement, y appeler également les Chrétiens? Une vive controverse était née à ce sujet entre les partisans de la Constitution et leurs adversaires (*mutakarrir*): ceux-ci protestant, au nom du chéri, contre une innovation qu'ils tenaient à la fois pour illicite et pour dangereuse; les autres soutenant que le chéri était nullement atteint par la participation des Chrétiens au Gouvernement de l'Etat (5), et que le danger n'existait que dans l'imagination des *mutakarrir*. Les ulémas qui siégeaient dans la Commission, troublés par le retentissement de cette dispute, sentaient redoubler, à mesure qu'ils avançaient

l'ardeur de la polémique. Ils se rendaient parfaitement compte de la gravité de la situation, apporta un zèle louable dans l'accomplissement de sa tâche. La majorité était composée d'hommes éclairés, mêlés à toutes les affaires importantes de l'Etat, connaissant l'Europe, gagnés d'avance aux vues du Gouvernement et prêts à le seconder de tous leurs efforts. Ils votèrent d'emblée les mesures les plus libérales. Seuls, quelques ulémas se montraient hésitants, non par mauvais vouloir mais par scrupule de conscience. Rien ne les avait préparés à la tâche qui leur incombait tout à coup. Des doutes s'élevaient malgré eux dans leur esprit. Ces doutes étaient augmentés par l'ardente polémique qui s'était engagée dans la presse musulmane au sujet de la Constitution. Sans doute on était d'accord sur les principes; mais l'application soulevait de graves difficultés, des divergences profondes d'opinion. Par exemple qu'il fût juste, qu'il fût opportun de limiter l'autorité du chef de l'Etat par l'institution d'une assemblée en qui résiderait la véritable souveraineté nationale, cela ne faisait question pour personne. N'est-il pas écrit dans le Coran même: *Vé chavir hum fil emra*. — N'entreprenez rien sans vous être consultés en conseil assemblé (4). Mais ce conseil devait-il être composé des seuls musulmans, ou fallait-il, comme le portait, disait-on, le projet du Gouvernement, y appeler également les Chrétiens? Une vive controverse était née à ce sujet entre les partisans de la Constitution et leurs adversaires (*mutakarrir*): ceux-ci protestant, au nom du chéri, contre une innovation qu'ils tenaient à la fois pour illicite et pour dangereuse; les autres soutenant que le chéri était nullement atteint par la participation des Chrétiens au Gouvernement de l'Etat (5), et que le danger n'existait que dans l'imagination des *mutakarrir*. Les ulémas qui siégeaient dans la Commission, troublés par le retentissement de cette dispute, sentaient redoubler, à mesure qu'ils avançaient

l'ardeur de la polémique. Ils se rendaient parfaitement compte de la gravité de la situation, apporta un zèle louable dans l'accomplissement de sa tâche. La majorité était composée d'hommes éclairés, mêlés à toutes les affaires importantes de l'Etat, connaissant l'Europe, gagnés d'avance aux vues du Gouvernement et prêts à le seconder de tous leurs efforts. Ils votèrent d'emblée les mesures les plus libérales. Seuls, quelques ulémas se montraient hésitants, non par mauvais vouloir mais par scrupule de conscience. Rien ne les avait préparés à la tâche qui leur incombait tout à coup. Des doutes s'élevaient malgré eux dans leur esprit. Ces doutes étaient augmentés par l'ardente polémique qui s'était engagée dans la presse musulmane au sujet de la Constitution. Sans doute on était d'accord sur les principes; mais l'application soulevait de graves difficultés, des divergences profondes d'opinion. Par exemple qu'il fût juste, qu'il fût opportun de limiter l'autorité du chef de l'Etat par l'institution d'une assemblée en qui résiderait la véritable souveraineté nationale, cela ne faisait question pour personne. N'est-il pas écrit dans le Coran même: *Vé chavir hum fil emra*. — N'entreprenez rien sans vous être consultés en conseil assemblé (4). Mais ce conseil devait-il être composé des seuls musulmans, ou fallait-il, comme le portait, disait-on, le projet du Gouvernement, y appeler également les Chrétiens? Une vive controverse était née à ce sujet entre les partisans de la Constitution et leurs adversaires (*mutakarrir*): ceux-ci protestant, au nom du chéri, contre une innovation qu'ils tenaient à la fois pour illicite et pour dangereuse; les autres soutenant que le chéri était nullement atteint par la participation des Chrétiens au Gouvernement de l'Etat (5), et que le danger n'existait que dans l'imagination des *mutakarrir*. Les ulémas qui siégeaient dans la Commission, troublés par le retentissement de cette dispute, sentaient redoubler, à mesure qu'ils avançaient

l'ardeur de la polémique. Ils se rendaient parfaitement compte de la gravité de la situation, apporta un zèle louable dans l'accomplissement de sa tâche. La majorité était composée d'hommes éclairés, mêlés à toutes les affaires importantes de l'Etat, connaissant l'Europe, gagnés d'avance aux vues du Gouvernement et prêts à le seconder de tous leurs efforts. Ils votèrent d'emblée les mesures les plus libérales. Seuls, quelques ulémas se montraient hésitants, non par mauvais vouloir mais par scrupule de conscience. Rien ne les avait préparés à la tâche qui leur incombait tout à coup. Des doutes s'élevaient malgré eux dans leur esprit. Ces doutes étaient augmentés par l'ardente polémique qui s'était engagée dans la presse musulmane au sujet de la Constitution. Sans doute on était d'accord sur les principes; mais l'application soulevait de graves difficultés, des divergences profondes d'opinion. Par exemple qu'il fût juste, qu'il fût opportun de limiter l'autorité du chef de l'Etat par l'institution d'une assemblée en qui résiderait la véritable souveraineté nationale, cela ne faisait question pour personne. N'est-il pas écrit dans le Coran même: *Vé chavir hum fil emra*. — N'entreprenez rien sans vous être consultés en conseil assemblé (4). Mais ce conseil devait-il être composé des seuls musulmans, ou fallait-il, comme le portait, disait-on, le projet du Gouvernement, y appeler également les Chrétiens? Une vive controverse était née à ce sujet entre les partisans de la Constitution et leurs adversaires (*mutakarrir*): ceux-ci protestant, au nom du chéri, contre une innovation qu'ils tenaient à la fois pour illicite et pour dangereuse; les autres soutenant que le chéri était nullement atteint par la participation des Chrétiens au Gouvernement de l'Etat (5), et que le danger n'existait que dans l'imagination des *mutakarrir*. Les ulémas qui siégeaient dans la Commission, troublés par le retentissement de cette dispute, sentaient redoubler, à mesure qu'ils avançaient

l'ardeur de la polémique. Ils se rendaient parfaitement compte de la gravité de la situation, apporta un zèle louable dans l'accomplissement de sa tâche. La majorité était composée d'hommes éclairés, mêlés à toutes les affaires importantes de l'Etat, connaissant l'Europe, gagnés d'avance aux vues du Gouvernement et prêts à le seconder de tous leurs efforts. Ils votèrent d'emblée les mesures les plus libérales. Seuls, quelques ulémas se montraient hésitants, non par mauvais vouloir mais par scrupule de conscience. Rien ne les avait préparés à la tâche qui leur incombait tout à coup. Des doutes s'élevaient malgré eux dans leur esprit. Ces doutes étaient augmentés par l'ardente polémique qui s'était engagée dans la presse musulmane au sujet de la Constitution. Sans doute on était d'accord sur les principes; mais l'application soulevait de graves difficultés, des divergences profondes d'opinion. Par exemple qu'il fût juste, qu'il fût opportun de limiter l'autorité du chef de l'Etat par l'institution d'une assemblée en qui résiderait la véritable souveraineté nationale, cela ne faisait question pour personne. N'est-il pas écrit dans le Coran même: *Vé chavir hum fil emra*. — N'entreprenez rien sans vous être consultés en conseil assemblé (4). Mais ce conseil devait-il être composé des seuls musulmans, ou fallait-il, comme le portait, disait-on, le projet du Gouvernement, y appeler également les Chrétiens? Une vive controverse était née à ce sujet entre les partisans de la Constitution et leurs adversaires (*mutakarrir*): ceux-ci protestant, au nom du chéri, contre une innovation qu'ils tenaient à la fois pour illicite et pour dangereuse; les autres soutenant que le chéri était nullement atteint par la participation des Chrétiens au Gouvernement de l'Etat (5), et que le danger n'existait que dans l'imagination des *mutakarrir*. Les ulémas qui siégeaient dans la Commission, troublés par le retentissement de cette dispute, sentaient redoubler, à mesure qu'ils avançaient

l'ardeur de la polémique. Ils se rendaient parfaitement compte de la gravité de la situation, apporta un zèle louable dans l'accomplissement de sa tâche. La majorité était composée d'hommes éclairés, mêlés à toutes les affaires importantes de l'Etat, connaissant l'Europe, gagnés d'avance aux vues du Gouvernement et prêts à le seconder de tous leurs efforts. Ils votèrent d'emblée les mesures les plus libérales. Seuls, quelques ulémas se montraient hésitants, non par mauvais vouloir mais par scrupule de conscience. Rien ne les avait préparés à la tâche qui leur incombait tout à coup. Des doutes s'élevaient malgré eux dans leur esprit. Ces doutes étaient augmentés par l'ardente polémique qui s'était engagée dans la presse musulmane au sujet de la Constitution. Sans doute on était d'accord sur les principes; mais l'application soulevait de graves difficultés, des divergences profondes d'opinion. Par exemple qu'il fût juste, qu'il fût opportun de limiter l'autorité du chef de l'Etat par l'institution d'une assemblée en qui résiderait la véritable souveraineté nationale, cela ne faisait question pour personne. N'est-il pas écrit dans le Coran même: *Vé chavir hum fil emra*. — N'entreprenez rien sans vous être consultés en conseil assemblé (4). Mais ce conseil devait-il être composé des seuls musulmans, ou fallait-il, comme le portait, disait-on, le projet du Gouvernement, y appeler également les Chrétiens? Une vive controverse était née à ce sujet entre les partisans de la Constitution et leurs adversaires (*mutakarrir*): ceux-ci protestant, au nom du chéri, contre une innovation qu'ils tenaient à la fois pour illicite et pour dangereuse; les autres soutenant que le chéri était nullement atteint par la participation des Chrétiens au Gouvernement de l'Etat (5), et que le danger n'existait que dans l'imagination des *mutakarrir*. Les ulémas qui siégeaient dans la Commission, troublés par le retentissement de cette dispute, sentaient redoubler, à mesure qu'ils avançaient

l'ardeur de la polémique. Ils se rendaient parfaitement compte de la gravité de la situation, apporta un zèle louable dans l'accomplissement de sa tâche. La majorité était composée d'hommes éclairés, mêlés à toutes les affaires importantes de l'Etat, connaissant l'Europe, gagnés d'avance aux vues du Gouvernement et prêts à le seconder de tous leurs efforts. Ils votèrent d'emblée les mesures les plus libérales. Seuls, quelques ulémas se montraient hésitants, non par mauvais vouloir mais par scrupule de conscience. Rien ne les avait préparés à la tâche qui leur incombait tout à coup. Des doutes s'élevaient malgré eux dans leur esprit. Ces doutes étaient augmentés par l'ardente polémique qui s'était engagée dans la presse musulmane au sujet de la Constitution. Sans doute on était d'accord sur les principes; mais l'application soulevait de graves difficultés, des divergences profondes d'opinion. Par exemple qu'il fût juste, qu'il fût opportun de limiter l'autorité du chef de l'Etat par l'institution d'une assemblée en qui résiderait la véritable souveraineté nationale, cela ne faisait question pour personne. N'est-il pas écrit dans le Coran même: *Vé chavir hum fil emra*. — N'entreprenez rien sans vous être consultés en conseil assemblé (4). Mais ce conseil devait-il être composé des seuls musulmans, ou fallait-il, comme le portait, disait-on, le projet du Gouvernement, y appeler également les Chrétiens? Une vive controverse était née à ce sujet entre les partisans de la Constitution et leurs adversaires (*mutakarrir*): ceux-ci protestant, au nom du chéri, contre une innovation qu'ils tenaient à la fois pour illicite et pour dangereuse; les autres soutenant que le chéri était nullement atteint par la participation des Chrétiens au Gouvernement de l'Etat (5), et que le danger n'existait que dans l'imagination des *mutakarrir*. Les ulémas qui siégeaient dans la Commission, troublés par le retentissement de cette dispute, sentaient redoubler, à mesure qu'ils avançaient

l'ardeur de la polémique. Ils se rendaient parfaitement compte de la gravité de la situation, apporta un zèle louable dans l'accomplissement de sa tâche. La majorité était composée d'hommes éclairés, mêlés à toutes les affaires importantes de l'Etat, connaissant l'Europe, gagnés d'avance aux vues du Gouvernement et prêts à le seconder de tous leurs efforts. Ils votèrent d'emblée les mesures les plus libérales. Seuls, quelques ulémas se montraient hésitants, non par mauvais vouloir mais par scrupule de conscience. Rien ne les avait préparés à la tâche qui leur incombait tout à coup. Des doutes s'élevaient malgré eux dans leur esprit. Ces doutes étaient augmentés par l'ardente polémique qui s'était engagée dans la presse musulmane au sujet de la Constitution. Sans doute on était d'accord sur les principes; mais l'application soulevait de graves difficultés, des divergences profondes d'opinion. Par exemple qu'il fût juste, qu'il fût opportun de limiter l'autorité du chef de l'Etat par l'institution d'une assemblée en qui résiderait la véritable souveraineté nationale, cela ne faisait question pour personne. N'est-il pas écrit dans le Coran même: *Vé chavir hum fil emra*. — N'entreprenez rien sans vous être consultés en conseil assemblé (4). Mais ce conseil devait-il être composé des seuls musulmans, ou fallait-il, comme le portait, disait-on, le projet du Gouvernement, y appeler également les Chrétiens? Une vive controverse était née à ce sujet entre les partisans de la Constitution et leurs adversaires (*mutakarrir*): ceux-ci protestant, au nom du chéri, contre une innovation qu'ils tenaient à la fois pour illicite et pour dangereuse; les autres soutenant que le chéri était nullement atteint par la participation des Chrétiens au Gouvernement de l'Etat (5), et que le danger n'existait que dans l'imagination des *mutakarrir*. Les ulémas qui siégeaient dans la Commission, troublés par le retentissement de cette dispute, sentaient redoubler, à mesure qu'ils avançaient

l'ardeur de la polémique. Ils se rendaient parfaitement compte de la gravité de la situation, apporta un zèle louable dans l'accomplissement de sa tâche. La majorité était composée d'hommes éclairés, mêlés à toutes les affaires importantes de l'Etat, connaissant l'Europe, gagnés d'avance aux vues du Gouvernement et prêts à le seconder de tous leurs efforts. Ils votèrent d'emblée les mesures les plus libérales. Seuls, quelques ulémas se montraient hésitants, non par mauvais vouloir mais par scrupule de conscience. Rien ne les avait préparés à la tâche qui leur incombait tout à coup. Des doutes s'élevaient malgré eux dans leur esprit. Ces doutes étaient augmentés par l'ardente polémique qui s'était engagée dans la presse musulmane au sujet de la Constitution. Sans doute on était d'accord sur les principes; mais l'application soulevait de graves difficultés, des divergences profondes d'opinion. Par exemple qu'il fût juste, qu'il fût opportun de limiter l'autorité du chef de l'Etat par l'institution d'une assemblée en qui résiderait la véritable souveraineté nationale, cela ne faisait question pour personne. N'est-il pas écrit dans le Coran même: *Vé chavir hum fil emra*. — N'entreprenez rien sans vous être consultés en conseil assemblé (4). Mais ce conseil devait-il être composé des seuls musulmans, ou fallait-il, comme le portait, disait-on, le projet du Gouvernement, y appeler également les Chrétiens? Une vive controverse était née à ce sujet entre les partisans de la Constitution et leurs adversaires (*mutakarrir*): ceux-ci protestant, au nom du chéri, contre une innovation qu'ils tenaient à la fois pour illicite et pour dangereuse; les autres soutenant que le chéri était nullement atteint par la participation des Chrétiens au Gouvernement de l'Etat (5), et que le danger n'existait que dans l'imagination des *mutakarrir*. Les ulémas qui siégeaient dans la Commission, troublés par le retentissement de cette dispute, sentaient redoubler, à mesure qu'ils avançaient

l'ardeur de la polémique. Ils se rendaient parfaitement compte de la gravité de la situation, apporta un zèle louable dans l'accomplissement de sa tâche. La majorité était composée d'hommes éclairés, mêlés à toutes les affaires importantes de l'Etat, connaissant l'Europe, gagnés d'avance aux vues du Gouvernement et prêts à le seconder de tous leurs efforts. Ils votèrent d'emblée les mesures les plus libérales. Seuls, quelques ulémas se montraient hésitants, non par mauvais vouloir mais par scrupule de conscience. Rien ne les avait préparés à la tâche qui leur incombait tout à coup. Des doutes s'élevaient malgré eux dans leur esprit. Ces doutes étaient augmentés par l'ardente polémique qui s'était engagée dans la presse musulmane au sujet de la Constitution. Sans doute on était d'accord sur les principes; mais l'application soulevait de graves difficultés, des divergences profondes d'opinion. Par exemple qu'il fût juste, qu'il fût opportun de limiter l'autorité du chef de l'Etat par l'institution d'une assemblée en qui résiderait la véritable souveraineté nationale, cela ne faisait question pour personne. N'est-il pas écrit dans le Coran même: *Vé chavir hum fil emra*. — N'entreprenez rien sans vous être consultés en conseil assemblé (4). Mais ce conseil devait-il être composé des seuls musulmans, ou fallait-il, comme le portait, disait-on, le projet du Gouvernement, y appeler également les Chrétiens? Une vive controverse était née à ce sujet entre les partisans de la Constitution et leurs adversaires (*mutakarrir*): ceux-ci protestant, au nom du chéri, contre une innovation qu'ils tenaient à la fois pour illicite et pour dangereuse; les autres soutenant que le chéri était nullement atteint par la participation des Chrétiens au Gouvernement de l'Etat (5), et que le danger n'existait que dans l'imagination des *mutakarrir*. Les ulémas qui siégeaient dans la Commission, troublés par le retentissement de cette dispute, sentaient redoubler, à mesure qu'ils avançaient

l'ardeur de la polémique. Ils se rendaient parfaitement compte de la gravité de la situation, apporta un zèle louable dans l'accomplissement de sa tâche. La majorité était composée d'hommes éclairés, mêlés à toutes les affaires importantes de l'Etat, connaissant l'Europe, gagnés d'avance aux vues du Gouvernement et prêts à le seconder de tous leurs efforts. Ils votèrent d'emblée les mesures les plus libérales. Seuls, quelques ulémas se montraient hésitants, non par mauvais vouloir mais par scrupule de conscience. Rien ne les avait préparés à la tâche qui leur incombait tout à coup. Des doutes s'élevaient malgré eux dans leur esprit. Ces doutes étaient augmentés par l'ardente polémique qui s'était engagée dans la presse musulmane au sujet de la Constitution. Sans doute on était d'accord sur les principes; mais l'application soulevait de graves difficultés, des divergences profondes d'opinion. Par exemple qu'il fût juste, qu'il fût opportun de limiter l'autorité du chef de l'Etat par l'institution d'une assemblée en qui résiderait la véritable souveraineté nationale, cela ne faisait question pour personne. N'est-il pas écrit dans le Coran même: *Vé chavir hum fil emra*. — N'entreprenez rien sans vous être consultés en conseil assemblé (4). Mais ce conseil devait-il être composé des seuls musulmans, ou fallait-il, comme le portait, disait-on, le projet du Gouvernement, y appeler également les Chrétiens? Une vive controverse était née à ce sujet entre les partisans de la Constitution et leurs adversaires (*mutakarrir*): ceux-ci protestant, au nom du chéri, contre une innovation qu'ils tenaient à la fois pour illicite et pour dangereuse; les autres soutenant que le chéri était nullement atteint par la participation des Chrétiens au Gouvernement de l'Etat (5), et que le danger n'existait que dans l'imagination des *mutakarrir*. Les ulémas qui siégeaient dans la Commission, troublés par le retentissement de cette dispute, sentaient redoubler, à mesure qu'ils avançaient

l'ardeur de la polémique. Ils se rendaient parfaitement compte de la gravité de la situation, apporta un zèle louable dans l'accomplissement de sa tâche. La majorité était composée d'hommes éclairés, mêlés à toutes les affaires importantes de l'Etat, connaissant l'Europe, gagnés d'avance aux vues du Gouvernement et prêts à le seconder de tous leurs efforts. Ils votèrent d'emblée les mesures les plus libérales. Seuls, quelques ulémas se montraient hésitants, non par mauvais vouloir mais par scrupule de conscience. Rien ne les avait préparés à la tâche qui leur incombait tout à coup. Des doutes s'élevaient malgré eux dans leur esprit. Ces doutes étaient augmentés par l'ardente polémique qui s'était engagée dans la presse musulmane au sujet de la Constitution. Sans doute on était d'accord sur les principes; mais l'application soulevait de graves difficultés, des divergences profondes d'opinion. Par exemple qu'il fût juste, qu'il fût opportun de limiter l'autorité du chef de l'Etat par l'institution d'une assemblée en qui résiderait

